

Pour les nouvelles technologies

En vue d'une approche ciblée de la criminalité et de l'insécurité des communications, la police doit employer les nouvelles technologies dans l'exécution de ses missions. Tels sont également les termes du plan national de sécurité 2008-2011. L'initiative de créer le réseau européen ENLETS fut lancée il y a deux ans, au cours de la Présidence française de l'Union européenne, pour échanger des idées avec les autres Etats membres.



Texte Saskia Van Puyvelde
Photo Lavinia Wouters

BRUXELLES – Les technologies disponibles évoluent très rapidement. Les organisations criminelles qui ne se sentent pas concernées par des matières telles que la législation sur les méthodes particulières de recherche, les procédures de marché et les coupes budgétaires exploitent habilement les nouvelles opportunités. Il est donc plus que jamais nécessaire que la police reste alerte. C'est la raison pour laquelle le commissaire divisionnaire Marc Van den Broeck, conseiller du commissaire général de la police fédérale et président du groupe de travail, réfléchit avec les représentants d'autres Etats membres à l'utilisation de nouvelles technologies. "Tout comme certains autres pays de l'UE, la Belgique n'a toujours pas (à l'heure actuelle) de service R&D (Recherche & Développement) en charge du développement de nouvelles technologies au sein de la police", ajoute-t-il. "Il s'agit donc plus d'un réseau de personnes de contact."

Objectifs

"Le premier objectif du réseau européen des services des technologies de la sécurité intérieure (*Law Enforcement Technology Services*, en abrégé ENLETS)

est l'échange, sur tous les aspects qui ont un rapport avec les nouvelles technologies", poursuit le commissaire divisionnaire. "Nous déterminons quels sont les nouveaux besoins en matière de technologies, discutons de leur développement et de leur utilisation et négocions le financement. La France a, par exemple, un problème avec les passeurs de drogue qui traversent le pays à toute vitesse et sont difficiles à arrêter avec les méthodes policières traditionnelles sans créer des risques supplémentaires pour la sécurité. Nous travaillons par conséquent avec les constructeurs de voiture français à une solution qui arrêtera le véhicule à distance. Elle est presque prête et pourrait sans doute également constituer un produit intéressant pour notre pays. Le deuxième but du réseau est de renforcer les liens entre les utilisateurs (les services de police), les fournisseurs (l'industrie) et les universités ou autres académies de sorte qu'à long terme, les nouveaux besoins puissent rapidement être transposés en solutions sur mesure pour la police. La Commission européenne dispose d'un budget pour soutenir la recherche scientifique, dont une partie est destinée au secteur de la sécurité. A chaque fois

qu'un budget se libère, nous devrions nous concerter avec le groupe de travail pour examiner quels sont les problèmes qui requièrent l'attention en priorité." Au cours de la Présidence, la Belgique prévoit de rédiger un document stratégique pour redynamiser le projet et formuler des objectifs clairs. "Nous sommes en outre à la recherche de nouvelles synergies, par exemple avec des agences telles que Frontex et Europol pour éviter tout chevauchement et définir des objectifs communs", conclut Marc Van den Broeck

Septembre 2010

Une conférence ENLETS figure au programme de la Présidence belge. Elle aura lieu du 22 au 24 septembre à Ostende. Parallèlement, la conférence *Security Research Conference 'SRC 2010'* se déroulera sur un autre site. Des représentants de milieux académiques, de l'industrie et les utilisateurs finaux s'y rencontreront pour y discuter de nouvelles technologies. Un stand de la police intégrée exposera les initiatives de la police locale et celles de la police fédérale.